Deux cents citoyens contre l'antisémitisme

Publication : lundi 13 novembre 2023 00:00

La République du Centre, 13 novembre 2023

LE FAIT DU JOUR

Un rassemblement spontané

Deux cents citoyens contre l'antisémitisme

Symbolique

Hier, environ deux cents personnes se sont rassemblées, spontanément, devant la préfecture du Loiret, à Orléans, pour marquer leur refus de l'antisémitisme, « et plus globalement le racisme », selon André Druon, le président de la communauté juive d'Orléans. Parmi les présents se trouvaient la préfète, Sophie Brocas, le président de la Région, François Bonneau (PS), et l'ex-sénateur (PS) Jean-Pierre Sueur... Mais peu d'autres élus.

Sarah Bourletins
sarah.bourletins@gmail.com

Les citoyens rassemblés devant la préfecture étaient au nombre de 180 selon la police, ou de 250 selon André Druon, président de la communauté juive d'Orléans. « C'est un rassemblement spontané, qui n'a pas été organisé en amont, alors, autant de personnes aujourd'hui, pour nous, c'est important », a détaillé André Druon. « On commence à être usé d'être la cible d'agressions et d'insultes, et de rapporter ça à un conflit qui se déroule à plus de 4.000 kilomètres de nous. Nous, juifs de France, ne pouvons être traités d'assassins et de meurtriers. » Une minute de silence a ainsi été demandée pour toutes les victimes.

Parmi les présents se trouvaient Sophie Brocas, la préfète du Loiret et du Centre-Val de Loire, et trois représentants du Parti socialiste : le président de Région, François Bonneau ; la conseillère régionale et maire de Fleury-les-Aubrais, Carole Canette, et l'ancien sénateur et secrétaire d'État en charge des collectivités, Jean-Pierre Sueur. Mais très peu d'autres élus locaux ont pris part à cette initiative. Une dizaine de représentants de Reconquête et du RN ont en revanche été aperçus, parmi lesquels Valentin Blelly, conseiller municipal d'opposition à Saint-Jean-le-Blanc.

> « C'était important pour moi d'être là. Je suis très inquiète de la recrudescence des actes antisémites »

L'assemblée se voulait « silencieuse », mais offrait aussi à chacun la possibilité d'échanger. Ce fut le cas entre le président de la communauté juive d'Orléans et Christian, un Allemand de 61 ans vivant à Olivet, qui a tenu à venir serrer la main de « Monsieur Druon ». « Cela fait trente ans que je vis et travaille en France, je suis marié avec une Française mais, en tant qu'Allemand, il était important pour moi aujourd'hui d'être là, de me mobiliser contre le racisme et l'antisémitisme », détaille-t-il. Il y avait aussi Françoise, une habitante de Saint-Cyr-en-Val, qui ne participe que rarement à des manifestations. « Mais là, c'était important pour moi d'être là, je suis très inquiète de la recrudescence des actes antisémites. »

La préfète Sophie Brocas employait les mêmes mots : « Il était important pour moi d'être là en tant que préfète mais aussi et surtout en tant que citoyenne. Nous avons eu la chance pour l'instant, dans le Loiret, de ne pas avoir à déplorer d'actes antisémites, mais l'on reste évidemment vigilant. »

Jean Pierre Sueur indiquait à son tour : « C'est important et essentiel que des gens du Loiret soient venus en dépit du manque d'information. On ne peut que déplorer la hausse des actes antisémites en France. Il est primordial de le rappeler : le Hamas est terroriste, il a perpétré des massacres et si Israël a bien sûr le droit de se défendre, il ne faut pas que les civils, que les Palestiniens soient les victimes des actes sanguinaires du Hamas. On ne doit pas confondre le Hamas, qui est terroriste, et la masse des Palestiniens. » Il regrettait aussi l'absence d'organisation dans le département. « Le seul appel au rassemblement était national, il n'y a pas eu de réunis locaux. Personne n'a voulu malheureusement s'approprier ce rassemblement, dans le Loiret. » ■

Une faible mobilisation devant la préfecture du Loiret

Environ 2.000 personnes à Tours, un millier à Reims, plus de 700 à Rouen et... à peine 200 à Orléans. Hier, la capitale lorraine n'a guère brillé en matière de mobilisation contre l'antisémitisme.

Comment expliquer cette faible participation ? Peut-être par le manque de relais dans le département et l'absence d'organisation officielle.

L'association des maires du Loiret, présidée par Pauline Martin (par ailleurs sénatrice Les Républicains), ne s'est pas emparée du dossier. « Lorsqu'on s'est posé la question vendredi matin, la préfecture nous a dit qu'il n'y avait pas de service de sécurité prévu. Beaucoup d'élus nous ont signifié qu'ils iraient à Paris (comme le maire d'Orléans, Serge Grouard, ndr). Nous avons envoyé un message aux communes disant qu'on était à 100 % contre l'antisémitisme et qu'il appartenait à chacun d'organiser ce qu'il souhaitait », explique Pauline Martin. « Il n'y a pas eu de mauvaise volonté », affirme-t-elle.

PARTICIPATION. À Orléans, elle a été moins importante que dans d'autres villes françaises semblables à la capitale lorraine. PHOTO SARAH BOURLETINS

Au niveau local, peu de partis politiques ont communiqué publiquement leur appel au rassemblement : Europe écologie Les Verts l'a fait « dans un front républicain contre l'antisémitisme, sans les partis d'extrême droite, fauteurs de haine et de racisme ».

Le bureau départemental du parti présidentiel, Renaissance, a d'abord incité les Loirétains à se mobiliser, avant de faire machine arrière, avançant deux motifs : l'absence d'organisation officielle de la part de l'AML et « la récupération par le Rassemblement national (RN) et Reconquête », deux partis d'extrême droite : « Nous ne pouvons pas nous mêler à d'autres partis, tel que Reconquête, qui considèrent Pétain comme une figure de proue », affirme Nicolas Bertrand, président de Renaissance Loiret.

Reconquête a aussi communiqué publiquement. Le parti d'Éric Zemmour a indiqué avoir mobilisé les sénateurs LR et déposé à RN pour l'organisation d'une marche dans le Loiret. « Une fin de non recevoir nous a été adressée par l'absence de réponse des uns et l'intérêt des autres à ne défiler qu'à Paris », a-t-il précisé. Des sympathisants de Reconquête et du Rassemblement national ont été aperçus devant la préfecture. ■

Anne-Laure Le Jan

Phoca PDF